

La criminalité sévit toujours dans la capitale

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5425 - Jeudi 15 juillet 2021 - Prix : 10 DA

Tizi Ouzou/ Hausse des contaminations

Le personnel soignant
préoccupé face au relâchement
quasi généralisé dans la région

Les mesures anti-virus n'y sont pas respectées

Faut-il interdire l'accès aux plages ?

Depuis Philadelphie Biden sonne l'alarme

Par Mohamed Habili

C'est à Philadelphie, une ville qui a tant compté dans la fondation des Etats-Unis, que Joe Biden est allé, il y a de cela seulement deux jours, prononcer un discours de remobilisation de son camp en vue des batailles futures, moins d'une année d'une présidentielle âprement disputée, mais finalement largement remportée par lui. On aurait pu pourtant croire que le plus dur était déjà passé, d'autant que la confrontation avait débouché sur quelque chose d'unique dans l'histoire de ce pays, l'envahissement du Capitole par un groupe de partisans du perdant de cette élection, Donald Trump. La catharsis s'étant faite à cette occasion, l'apaisement des esprits devait nécessairement s'ensuire. Ce n'est pas cette opinion qui a été défendue ici, mais celle qui au contraire faisait de la violation du Capitole non pas une conclusion, mais l'amorce d'une période grosse de dangers pour la stabilité interne de la plus grande puissance au monde. Le discours tenu à Philadelphie mardi dernier par le président américain ne la contredit en rien, tout au contraire il la conforte. Il serait même par certains côtés plus pessimiste qu'elle. Joe Biden est allé dire à ses partisans qu'il ne leur suffit pas d'avoir gagné la dernière présidentielle, qu'il faut encore défendre cet important acquis en remportant la bataille des élections de mi-mandat de l'année prochaine.

Suite en page 3

Les incendies sont d'«origine criminelle», selon le ministre

Près de 8 500 hectares de forêts déjà réduits en cendres



Quelque 8 500 hectares de forêts ont été détruits cette année, dont 1 500 hectares à Khenchela, contre 2 600, soit trois fois moins, à la même période de l'année dernière. Page 2

Mouvement des pays non-alignés

Lamamra prend part à la Conférence ministérielle

La prestation très applaudie par le public

Première du monodrame «Kiyass ou Labes»

Tizi Ouzou/ Hausse des contaminations
Le personnel soignant préoccupé face au relâchement quasi généralisé dans la région

La situation de la pandémie de coronavirus est redevenue préoccupante dans la wilaya de Tizi Ouzou en raison de la hausse des contaminations, conséquence du non-respect des gestes barrières préventifs contre sa propagation. En effet, le personnel médical ne cesse de lancer des appels aux populations de la région pour respecter ces mesures afin de freiner la propagation et briser la chaîne de transmission. Tous les établissements hospitaliers connaissent une hausse du nombre de malades atteints ou suspects contaminés au Covid-19. Le directeur local de la santé et de la population, Mohamed Mokhtari, a fait état, hier, de pas moins de 421 sujets admis dans les services Covid-19 des différentes structures hospitalières de la wilaya, avec une moyenne supérieure à 20 contaminés par établissement. Intervenant sur les ondes de la radio locale, qui a organisé un fil rouge consacré à la lutte contre la pandémie, il a même annoncé des mesures de renforcement des capacités d'accueil des structures de santé dans la wilaya pour faire face à un autre pic de contaminations. Mohamed Mokhtari a ainsi fait état de la réservation de 1 141 lits et 60 places en réanimation à travers les hôpitaux de la wilaya. Parallèlement, la campagne de vaccination a été intensifiée ces derniers jours, avec l'ouverture de plusieurs points pour accueillir les personnes désirant se faire vacciner. Le nombre de vaccinés a doublé en quelques jours, à en croire les chiffres communiqués par le même responsable : 575 333 vaccinés contre moins de 25 000 il y a quelques jours seulement. La nouvelle recrudescence des contaminations semble inciter de plus en plus de personnes à se faire vacciner. Les services de sécurité font état d'opérations de contrôle du respect des mesures barrières sur les lieux publics et espaces fermés avec verbalisation de contrevenants. Néanmoins, face à cette préoccupation des autorités sanitaires quant à la hausse des contaminations, nombreux sont ceux à faire fi de ces mesures en continuant à organiser des mariages, des spectacles, des manifestations et autres événements qui regroupent des foules sans respect du protocole sanitaire. Ils font la sourde oreille aux appels au respect des mesures barrières contre le Covid-19, allant même jusqu'à ne pas croire à l'existence de cette pandémie qui paralyse la planète depuis plus d'une année et demie.

Hamid Messir

Les incendies sont d'«origine criminelle», selon le ministre

Près de 8 500 hectares de forêts déjà réduits en cendres

■ Quelque 8 500 hectares de forêts ont été détruits cette année, dont 1 500 hectares à Khenchela, contre 2 600, soit trois fois moins, à la même période de l'année dernière.

Par Louisa Ait Ramdane

Le chiffre a été donné hier par le ministre de l'Agriculture, Abdelhamid Hemdani, qui cite le dernier rapport établi par l'Agence spatiale algérienne. «Nous n'en sommes qu'au début de la campagne. À la même période de l'année dernière, nous étions à 2 600 hectares. C'est inédit. On assiste à un phénomène criminel grave», a déploré le ministre, lors de son passage sur les ondes de la Radio Chaîne 3.

Pour lui, «il est inadmissible que dans l'Algérie indépendante, l'Algérie que nous voulons construire, les forêts des Aurès, ô combien symboliques, soient incendiées de façon criminelle, la veille de l'anniversaire de l'indépendance du pays». Invité de rédaction de la Chaîne 3, le ministre en a appelé à la conscience et à la responsabilité collective pour protéger le patrimoine forestier : «Il faut un éveil collectif et une action citoyenne pour lutter ensemble». Ajoutant : «Lutter efficacement contre les incendies de forêt, c'est d'abord lutter par anticipation».

«Le récit du complot devrait être évité»

Le ministre a rappelé que l'enquête se poursuit, affirmant qu'il s'agit d'un «acte criminel» confirmé par des preuves, et que les images satellites ont montré que la plupart de ces incendies ont éclaté en bordure des forêts. «Dans le rapport établi par l'Agence spatiale algérienne qui comprend des images satellitaires, on constate que tous les feux sont partis des bordures des forêts, ce qui est inadmissible», a relevé le ministre. Il a déclaré, cependant, que le récit du complot qui visait à frapper la production nationale et à encoura-



Ph.D. R.

ger les importations d'un pays européen, devrait être évité pour expliquer les incendies dévorant de vastes étendues de pompiers dans la wilaya de Khenchela. «Il ne faut pas se laisser entraîner par ces interprétations qui soulèvent l'hypothèse d'un complot», a-t-il indiqué.

Soulignant que des mesures seront prises, et seront accompagnées d'une stratégie de proximité, de sensibilisation, de veille sur le terrain et de communication permanente, le ministre a annoncé son plan d'attaque. «La meilleure stratégie pour lutter contre les incendies, c'est la proximité», a-t-il affirmé. «Il faut être présent sur le terrain», a-t-il affirmé. La société civile avec toutes ses représentations, à savoir les associations de protection de l'environnement, de chasseurs, ceux qui vivent des ressources forestières et les riverains, doivent être impliqués pleinement dans la lutte et la veille contre les incendies de forêt, a-t-il soutenu. Dans ce contexte, le ministre a annoncé qu'une grande rencontre se tiendra aujourd'hui, avec la participation des organes

de sécurité, des conservateurs des forêts, les syndicats et les représentants de la société civile. La stratégie de lutte contre les feux de forêt, élaborée par le ministère de l'Agriculture, est déjà lancée et elle sera davantage visible sur le terrain dès la semaine prochaine, a encore précisé Hamid Hemdani.

Des indemnisations en nature pour les agriculteurs non assurés

Le ministre l'avait déjà annoncé, les victimes du sinistre seront indemnisées. Les agriculteurs qui ont contracté une police d'assurance, percevront des compensations par ce biais. Mais la grande majorité des agri-

culteurs, représentant plus de 95 %, seront compensés en nature, sur fonds propres du ministère de l'Agriculture.

Qu'il s'agisse de l'arboriculture, du cheptel ou de l'irrigation, le recensement des dégâts est en cours, a indiqué le ministre qui a estimé qu'«heureusement, pour le moment, les dégâts sur le plan agricole, ne sont pas très importants. Quelque 8 000 arbres, dont 95 % de pommiers à Bouhmama, une région connue pour sa production de pomme, une trentaine de ruches...etc.».

Par ailleurs, le ministre de l'Agriculture a annoncé que son département travaille sur «une nouvelle loi forestière qui sera présentée dans les mois à venir».

L. A. R.

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 914 nouveaux cas et 15 décès

L'Algérie a enregistré 15 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de moins que le bilan d'hier (16), portant à 3 882 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 914 cas, soit 9 cas de moins par rapport au bilan d'hier (923), pour atteindre, au total, 148 797 cas confirmés.

R. N.

Tébessa

L'incendie de la forêt de Djebel El Atef circonscrit

Les éléments de la Protection civile, ceux de la Conservation des forêts et des citoyens volontaires, ont réussi à circonscire l'incendie qui s'était déclaré dimanche dernier dans la forêt de Djebel El Atef, au chef-lieu de wilaya de Tébessa, a-t-on appris, hier, auprès de la direction locale de la Protection civile.

Dans une déclaration à l'APS, le directeur de wilaya de la Protection civile, le lieutenant-colonel Sadek Draouet, a indiqué que la situation a été maîtrisée mardi soir, avec l'extinction complète des flammes, après plus de 48 heures d'interven-

tion. Il a fait savoir, dans ce même contexte, que des équipes de surveillance des directions concernées sont toujours sur le terrain pour assurer une intervention rapide en cas de nouveau départ de feu.

L'incendie, qui s'était déclaré dans la matinée de dimanche dernier dans cette forêt, située au niveau de Djebel El Atef de la ville de Tébessa, s'est grandement propagé en raison des températures élevées, des vents forts et du terrain difficile, ce qui a rendu les interventions des équipes sur le terrain ardues, a affirmé la même source. La lutte contre cet incendie qui a duré trois jours a mobilisé

d'importants moyens et fait l'objet d'un suivi sur le terrain par les services de la Direction générale de la Protection civile (DGPC), sous la supervision du directeur de l'organisation et de la coordination des secours, le colonel Khelifa Moulay, a ajouté le directeur de wilaya de la Protection civile.

Il a également rappelé que des moyens matériels et humains importants ont été mobilisés, notamment 370 éléments de la Protection civile de la wilaya de Tébessa, tous grades confondus, et 27 camions anti-incendie pour assurer le bon déroulement de l'opération.

Selon la même source, les efforts déployés pour mettre fin à cet incendie ont également été soutenus par des colonnes mobiles de lutte contre les incendies de forêt et de récoltes des wilayas de Guelma, El Oued, Souk Ahras et Oum El Bouaghi, avec la mobilisation d'un total de 60 éléments de divers grades et 20 camions d'intervention.

Les statistiques préliminaires indiquent que la surface détruite dans cet incendie varie entre 50 et 100 ha de couvert forestier, touchant trois régions, à savoir les zones de Haouz El Atef, Haouz Tala et Haouz El Azmar, a-t-on noté.

L. R.

Plus de 4 000 personnes arrêtées en un mois

La criminalité sévit toujours dans la capitale

■ Malgré les efforts déployés par les autorités pour remédier aux problèmes de sécurité qui hantent les citoyens depuis des années, les actes d'agressions, de vols et de crimes sont toujours nombreux. La criminalité prend des proportions alarmantes dans certaines villes algériennes, au point de devenir l'une des principales causes d'inquiétudes des citoyens.

Par Meriem Benchaouia

Devant un taux qui monte en flèche, une délinquance qui fait l'éloge de la presse et des faits divers traumatisants qui font les gros titres des journaux, la situation semble inquiétante, en attestent les chiffres des services de sécurité. En effet, la criminalité est en train de plonger la société dans la peur et l'insécurité. Vols, agressions physiques, trafic de drogues, meurtres, sont autant de délits enregistrés par les services de l'ordre. Devenant ainsi un véritable phénomène de société, le taux de criminalité augmente de plus en plus. Cette recrudescence alarmante est observée dans plusieurs régions du pays, même les zones reculées ne sont pas épargnées. En effet, les cas enregistrés par la police, à travers le territoire national, les faits journalièrement exposés sur les colonnes des quotidiens nationaux d'information démontrent l'ampleur du fléau. L'éradication du phénomène n'est certainement pas pour demain. Pourtant, les autorités mènent une lutte implacable et sans merci à travers plusieurs régions du pays. Un combat ininterrompu contre toute forme d'atteinte au pays : la lutte contre le crime reste une priorité majeure. Effectivement, les services de Sécurité de la wilaya d'Alger ont éliminé, durant le mois de juin dernier, 3 500 affaires criminelles qui se sont soldées par l'arrestation de 4 005 suspects, dont 1 913 individus impliqués dans des affaires de détention et de consommation de drogue et de psychotropes, a précisé la même source. Les mêmes services ont traité 1 821 affaires impliquant 1 913 individus et saisi 11,22 kg de cannabis, 26



382 comprimés psychotropes et une quantité d'héroïne et d'opium et de substance sédatrice. Concernant les affaires de port d'armes blanches prohibées, les services de Sécurité d'Alger ont traité 267 affaires impliquant 270 individus qui ont été déferés devant les juridictions compétentes. Dans ce cadre, 10 individus ont été placés en détention préventive. En outre, ces services ont éliminé 921 affaires relatives à l'atteinte aux personnes et 1 194 affaires relatives à l'atteinte aux deniers et biens. S'agissant des délits et crimes contre la famille et les meurtres, les services de Sécurité de la wilaya d'Alger ont traité 22

affaires et élucidé par ailleurs 437 affaires relatives aux crimes et délits contre la chose publique, outre 199 affaires relatives aux crimes économiques et financiers et 61 affaires liées à la cybercriminalité. Pour sa part, la police générale et de la réglementation a effectué, durant la même période, 8 414 opérations de contrôle des activités commerciales réglementées, soldées par 44 décisions de fermeture émises par les autorités compétentes. Par ailleurs, les services de la Sécurité publique de la wilaya d'Alger ont enregistré, le mois dernier, 31 accidents de la route, ayant fait 5 morts et 35 blessés. Les mêmes

services ont imputé la majorité de ces accidents, en premier lieu, au non-respect du code de la route. Aussi, 9 849 infractions routières ont été enregistrées suite auxquelles les mêmes services ont procédé au retrait de 4 311 permis de conduire. Les services de la Sécurité publique de la wilaya d'Alger ont également effectué 408 opérations de maintien de l'ordre, outre le transfert de 578 personnes sans-abri. Par ailleurs, la Sécurité d'Alger a reçu, le mois passé, 49 115 appels téléphoniques via le numéro vert (1548) et celui du secours 17, en sus de 1 242 appels sur le numéro 104.

M. B.

Les mesures anti-virus n'y sont pas respectées Faut-il interdire l'accès aux plages ?

La saison estivale risque de rendre la lutte contre la propagation du coronavirus encore plus difficile. Des millions d'Algériens se rendent sur les plages du pays, sans que les moindres mesures de prévention n'y soient respectées. Chaque jour, le littoral algérien est noir de monde. Et bizarrement, au bord de la grande bleue, les citoyens oublient l'existence même de l'épidémie. Pis, cette grande affluence coïncide avec une nouvelle flambée du nombre des contaminations au coronavirus. Sur les plages, a-t-on constaté, des familles, des groupes d'amis et autres visiteurs sont sérieusement exposés au risque de contamination. Aucun protocole n'est appliqué pour assurer une véritable distanciation physique, ni une campagne de sensibilisa-

tion d'envergure pour inciter les estivants à se conformer aux moindres règles d'hygiène. Partout, les parasols sont parfois collés les uns aux autres, les allers et retours sont anarchiques, les accès sont parfois débordés et la proximité y régnant montre une insouciance, ou du moins une ignorance quasi-totale du risque encouru. Pour certains, en plage, l'on ne risque pas de choper le virus en raison de la salinité de l'eau. Mais les autres voies de transmission du Covid-19 sont tout bonnement oubliées. Bien que les citoyens, suite à la troisième vague du coronavirus qui sévit depuis quelques jours, commencent à prendre conscience, en affluant massivement sur les centres de vaccination, il n'empêche que le laisser-aller observé au niveau des plages risque

de réduire à néant les efforts jusque-là consentis pour maîtriser la propagation du virus. Hier, l'Association nationale El Aman pour la protection des consommateurs a appelé à la mise en application d'un confinement partiel de 8 jours à l'occasion de l'Aïd El Adha, comme elle suggère d'interdire, entre autres, l'accès aux plages. Cet appel est pour le moins compréhensible en raison de la conjoncture actuelle et le non-respect des mesures de prévention. Dans certaines wilayas, des habitants commencent à pointer du doigt l'arrivée des estivants pour justifier la hausse des cas de contamination. En fait, la mobilité qui caractérise la saison estivale devrait compliquer les choses et la chaîne de transmission du virus sera difficile à casser. Les responsables chargés de la ges-

tion de la saison estivale ne semblent pas prendre en considération ces scénarios et mettre en place des plans de riposte. L'année passée, l'on a beaucoup parlé de protocoles à respecter pour éviter les contaminations en bord de mer. Ce qui n'est pas le cas pour l'actuelle saison estivale. D'ailleurs, force est de relever que l'on parle davantage de la problématique de la gratuité des plages, les parkings sauvages, du placement des parasols des concessionnaires que des normes à imposer pour organiser les flux et assurer une baignade sécurisée aux estivants. A plus d'un mois de la fin de la saison estivale, des mesures d'urgence sont nécessaires pour que nos plages ne se transforment pas en de véritables clusters de coronavirus.

Aomar Fekrahe

LA QUESTION DU JOUR

Depuis Philadelphie Biden sonne l'alarme

Suite de la page une

Sans quoi ce ne serait pas seulement leur défaite à eux, et par contrecoup la victoire de leurs adversaires, mais la fin de la démocratie américaine qui en résulterait. Lorsqu'on est porteur d'un message de cette nature, qu'on veut alerter ses concitoyens sur un péril imminent, et qu'on est un patriote américain, Philadelphie est le lieu tout indiqué pour cela. Joe Biden a raconté qu'en Europe où il s'était trouvé dernièrement, des interlocuteurs lui avaient demandé en aparté si tout allait bien aux Etats-Unis. Jusque-là ce n'était pas eux, la citadelle de la démocratie, qui donnaient des craintes ; désormais, aurait-il pu ajouter, l'homme malade, c'est eux. La plus disputée des présidentielles depuis la fondation des Etats-Unis, celle qui a enregistré la plus forte participation de leur histoire, pourrait bien être la dernière élection «free and fair» qui y soit organisée. Pour qu'une chose pareille arrive, il suffirait que les Etats dominés par les républicains, eux-mêmes à la botte de Donald Trump, continuent d'adopter des lois limitant le droit de vote, à l'exemple de ce qui s'était déjà passé dans dix-sept d'entre eux. Or ces nouvelles lois ne font pas que réduire le nombre des votants, elles donnent aussi le droit à leurs concepteurs de compter leurs voix, de disposer d'elles. Et par conséquent de choisir entre celles qui sont bonnes et celles qui ne le sont pas. Telles qu'elles sont, ces lois constituent déjà la plus grande menace pesant sur la démocratie américaine depuis la guerre civile. En elles-mêmes elles constituent une négation de ce qui fait que les Etats-Unis sont ce qu'ils sont. En son temps c'était l'esclavage qui était incompatible avec les valeurs et les idéaux sur lesquels ce pays s'est bâti. Maintenant ce sont ces lois scélérates qui conduiraient à la guerre civile si elles devaient se généraliser, si même elles n'étaient pas abrogées par l'adoption d'une loi fédérale supérieure à laquelle il faudrait les conformer. Bien qu'il n'ait pas parlé dans ce style explicite, le président américain probablement n'en renierait pas le fond.

M. H.

Mouvement des pays non-alignés

Direction de wilaya des services agricoles

Une récolte de plus de 4 millions de quintaux de pomme de terre

Une récolte de plus de 4 millions de quintaux de pomme de terre de saison a été réalisée cette année, a-t-on appris hier de la Direction de wilaya des services agricoles.

La chef de service de l'organisation de la production et du soutien technique, Aouicha Bouras, a indiqué à l'APS que la production de la wilaya de Mostaganem en pomme de terre de saison, cette année, a dépassé les 4 millions de quintaux, avec un rendement qui a atteint 380 quintaux à l'hectare.

Cette campagne saisonnière a connu une «*légère hausse*» de la production, par rapport à l'année dernière, ainsi qu'une augmentation du rendement, malgré la réduction des superficies cultivées, en raison du manque d'eau d'irrigation et la hausse des charges, ajoute la même interlocutrice.

Lors de cette saison, un rendement record a été enregistré dans quelques zones de Bouguirat (sud de Mostaganem), atteignant 500 quintaux à l'hectare, et entre 450 et 500 quintaux à l'hectare au niveau des plaines de l'ouest de la wilaya, à l'instar d'Aïn Nouissy et Hassi Mammeche.

M^{me} Bouras a indiqué que cette hausse de la production est due à «*la maîtrise des agriculteurs du parcours technique de la récolte de pomme de terre et la chute des pluies au moment opportun, ainsi que les opérations de prévention contre les maladies végétales, dont le Mildiou*».

Les quantités de productions réalisées, qui ont ondulé les marchés locaux et nationaux, ont contribué à ajuster le marché et garantir l'abondance du produit, ainsi que la stabilisation des prix et leur recul à un niveau raisonnable, notamment durant le mois de mars dernier et le mois sacré du ramadhan (entre avril et mai derniers), qui connaît une consommation record de ce produit, ajoute la même responsable.

D'autre part, une production de 5 millions de quintaux de pomme de terre est attendue cette saison dans la wilaya de Mostaganem, répartie sur la pomme de terre primeur avec 66 000 quintaux, 4,1 millions de quintaux de pomme de terre de saison, ainsi qu'une récolte de fin de saison qui dépasse les 790 000 quintaux, indique-t-on.

H. Y.

Lamamra prend part à la Conférence ministérielle

■ Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a pris part, par visioconférence, à la Conférence ministérielle à mi-parcours du Mouvement des pays non-alignés (PNA), sous la Présidence de la République de l'Azerbaïdjan, indique, hier, un communiqué du ministère.

Par Yanis H.

Cette réunion de deux jours (du 13 au 14 du mois courant) et qui intervient dans le contexte de la célébration, cette année, du 60^e anniversaire de la création du Mouvement des PNA, porte sur le thème «Le Mouvement des Non-alignés au centre des efforts multilatéraux pour répondre aux défis mondiaux».

Dans son intervention, M. Lamamra a souligné «*la nécessité pour tous les Etats membres du Mouvement de réaffirmer leur attachement aux idéaux et aux principes de celui-ci*». Il a, au nom du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune et du peuple algérien, rendu «*un hommage bien mérité à tous les pères fondateurs du Mouvement, y compris les dirigeants du Mouvement de libération nationale algérien et du Gouvernement provisoire de la République algérienne*».

En outre, s'exprimant sur la crise sanitaire mondiale causée par la pandémie de Covid19, ainsi que sur les autres défis à caractère transnational, dont le phénomène du terrorisme, le crime organisé, les conflits armés et les changements climatiques, M. Lamamra a plaidé pour «*la promotion de la coopération internationale et le renforcement du système multilatéral, dans le respect des objectifs et principes de la Charte des Nations unies*».

A cet égard, M. Lamamra a confirmé que l'Algérie «*continuera à promouvoir les valeurs du multilatéralisme dans tous ses*



PH/D. R.

efforts visant à faire avancer des solutions politiques et pacifiques aux crises dans son voisinage et au-delà, ainsi que dans ses nombreuses initiatives ayant pour objectif de stimuler l'intégration économique régionale et continentale».

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger a, également, rappelé «*le soutien constant apporté par le Mouvement des PNA depuis sa création aux causes justes de la décolonisation à travers le monde, en soulignant la nécessité pour celui-ci de demeurer solidaire avec les peuples palestiniens et sahraouis*».

Au sujet de la Palestine, le

chef de la diplomatie algérienne a appelé les membres du Mouvement à «*apporter leur soutien aux efforts internationaux visant à s'attaquer aux causes profondes du conflit*», soulignant «*l'impératif de mettre fin à l'occupation et de permettre au peuple palestinien de créer effectivement son Etat indépendant avec Al-Kods comme capitale*».

S'agissant du Sahara occidental, M. Lamamra a indiqué que «*la reprise du conflit armé, entre le Royaume du Maroc et le Front Polisario, mérite une plus grande attention de la communauté internationale*». Il a appelé le Secrétaire général de l'ONU à «*accélérer la nomination de son*

Envoyé personnel et à lancer un processus politique crédible entre les deux parties au conflit, dans le but de parvenir à une solution politique juste et durable qui assurera l'autodétermination du peuple de la République sahraouie, membre fondateur de l'Union africaine (UA)». Enfin, il convient de noter que la Conférence a été conclue par l'adoption d'une Déclaration politique, aux termes de laquelle les participants ont réaffirmé «*la validité de l'ensemble des principes fondateurs du Mouvement, ainsi que leur volonté d'œuvrer afin d'instaurer des relations internationales équilibrées, pacifiques et démocratiques*».

Yanis H.

C.E.T. Ain Sidi Cherif (Mostaganem)

Le lixiviat menace gravement l'environnement

Les habitants de la localité de Ain Sidi Cherif (daïra de Mesra) vivent, depuis l'installation du Centre d'enfouissement technique, un calvaire indescriptible. Exaspérés par ce que le centre génère, ces citoyens souffrent des odeurs nauséabondes, de la pollution olfactive et des problèmes d'allergies détectés chez les enfants surtout. En plus des déchets avoies qui polluent à longueur d'année, les citoyens ne comprennent plus ce que signifie «*enfouir*» les déchets. Tout porte à croire que les responsables ne suivent pas les règles de l'environnement. Un centre bien équipé et bien géré n'occasionne pas ces désagréments nuisibles à la santé publique. Tout s'explique, car beaucoup ont remarqué que ce CET, source de problèmes

nocifs, ne ressemble guère à un centre conforme aux règles de l'environnement. Dans cette localité, par manque aux règles écologiques les plus élémentaires et par incompétence surtout, le lixiviat issu du stockage des déchets, sous l'action conjuguée de l'eau de pluie et de la fermentation naturelle, est rejeté dans le milieu naturel. Dans ce centre, on ne traite pas le lixiviat, par conséquent il endommage considérablement les terres agricoles qui l'entourent. La nappe phréatique de la région est dangereusement menacée car, par inconscience de gestion, les ingénieurs de cet EPIC ne s'efforcent jamais à trouver des systèmes adaptés tels que la pose de piézomètres. Ces dispositifs servant à protéger les sols et les nappes n'existent pas

au CET de Ain Sidi Cherif. On gère aveuglément et on fait croire aux gens que c'est ainsi. Vivre une nuit à Ain Sidi Cherif par cette canicule c'est carrément exaspérant. Lors de la mise en décharge, les eaux d'infiltration constituent un grave danger pour le sol, l'eau et l'air environnants : la vapeur d'eau de l'atmosphère tombe sur les dépôts et les traverse, ce qui la rend extrêmement polluée par des substances dangereuses. Comment est-il possible de parler de politique environnementale alors que l'on agit à contre-courant des règles ? C'est un crime que de ne rien faire pour minimiser les effets dangereux des déchets mal enfouis. Mal enfouis, car quelque part on a triché sur la qualité des équipements. On ne surveille jamais

l'échappement du lixiviat. On n'a jamais pris, dans ce CET, des mesures pour y remédier. Des mesures urgentes qui incluent nécessairement l'organisation de lignes de refoulement, des systèmes de filtration et des réservoirs de rétention. L'implantation de barrières biologiques ou des vaporisateurs désodorisants. Si l'incompétence empêche de soulager les habitants de cette incommodité, il vaut mieux se faire accompagner par l'Université pour des solutions scientifiques à cette agression de l'environnement. A défaut, on dégrade les sols, on pollue les nappes phréatiques et on massacre la santé des citoyens. Il faut cesser de regarder ailleurs, le chiffonnage c'est pour les chiffonniers.

Lotfi Abdelmadjid

Thon rouge

L'Algérie a pêché la totalité de son quota pour 2021

Les navires algériens participant à la campagne de pêche au thon rouge pour 2021 sont de retour au pays, après avoir pêché la totalité du quota de l'Algérie, a indiqué, hier, un communiqué du ministère de la Pêche et des Produits halieutiques.



Par Farid M.

La campagne de pêche au thon rouge, qui a pris fin le 10 juillet courant, s'est soldée par la pêche de la totalité du quota annuel de l'Algérie attribué par

la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (ICCAT), soit 1 650 tonnes, a précisé le communiqué.

Lancée le 26 mai dernier, la campagne qui a vu la participation de 21 thoniers algériens

devait prendre fin le 1^{er} juillet courant. Toutefois, les conditions climatiques marquant la zone internationale de la pêche au thon rouge, comprise entre la Tunisie, l'Italie et Malte, ont conduit à la prolongation de la période de pêche de 10 jours

supplémentaires après l'approbation de l'ICCAT, permettant ainsi à l'Algérie de pêcher la totalité de son quota, note la source.

Comme chaque année, la préparation de la campagne de pêche au thon rouge se déroule en coordination avec les ministères de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, des Affaires étrangères et de la Défense nationale, en vue de faciliter le départ des thoniers et la navigation dans les eaux internationales, ajoute-t-on de même source. Selon le communiqué, le retour des thoniers au pays a eu lieu dans de bonnes conditions, soulignant que l'organisation de la campagne de pêche cette année s'est déroulée, pour la deuxième fois consécutive, dans des conditions sanitaires exceptionnelles marquées par la propagation du Covid-19.

Cette situation sanitaire a exigé la coordination de l'action

entre les ministères de la Pêche et des Produits halieutiques et de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, pour la prise d'une série de mesures sanitaires avant le départ et le retour des thoniers, et ce, à travers la garantie d'un suivi sanitaire au profit de l'équipage du navire et l'impératif pour les marins d'observer un confinement à leur domicile, en leur assurant un contrôle médical rigoureux, conclut le communiqué.

F. M.

Japon

Baisse plus sévère de la production industrielle en mai

La chute de la production industrielle du Japon en mai a été plus forte qu'initialement calculé, baissant de 6,5 % sur un mois, contre un recul de 5,9 % lors d'une première estimation fin juin, selon des chiffres révisés publiés hier. Il s'agit de la première baisse de la production industrielle nipponne depuis février, et de la plus importante depuis un an. Elle est principalement due à l'industrie automobile sur fond de pénurie mondiale de semi-conducteurs.

Sur un an, la production industrielle de mai est cependant en hausse de 21,1 % (contre 22 % précédemment), alors que l'économie japonaise était quasiment paralysée au printemps 2020 à cause de la pandémie. En mai dernier, les expéditions de biens manufacturés nippons ont baissé plus fortement que lors de la première estimation (-5,5 % sur un mois, contre -4,7 % précédemment). Les stocks ont au contraire moins reflué (-1,1 %, contre -1,7 % lors de la première estimation).

R. E.

Pétrole

Les prix en petite baisse à 76 dollars

Les prix du pétrole reculaient hier, en dépit de données encourageantes pour la demande d'or noir, le marché attendant plus tard dans la journée la publication par l'EIA de stocks de brut aux Etats-Unis en baisse. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre valait vers midi 76,00 dollars à Londres, en baisse de 0,64 % par rapport à la clôture de la veille. A New York, le baril de WTI pour août perdait 0,66 %, à 74,75 dollars. Sans nouvelles sur le front de l'offre, «les marchés cherchent des repères ailleurs», expliquent des analystes. Et celles-ci sont au beau fixe :

l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a annoncé, mardi, que la demande mondiale de pétrole avait continué à croître en juin avec la reprise économique, pour atteindre désormais 96,8 millions de barils par jour. A ce rythme, la demande mondiale, qui s'était effondrée avec la pandémie de Covid-19, devrait dépasser les niveaux d'avant la crise d'ici la fin 2022, selon elle. De plus, les données sur l'inflation aux Etats-Unis suggèrent que l'économie fonctionne à plein régime et qu'elle aura besoin de plus de pétrole dans les mois à venir, soulignent les observateurs. Les prix à la

consommation ont en effet continué de grimper en juin aux Etats-Unis, et ont connu leur plus forte hausse depuis 2008, tant sur un mois que sur un an, selon l'indice CPI publié mardi par le département du Travail. Les investisseurs prendront par ailleurs connaissance plus tard dans la journée de l'état des stocks de pétrole brut aux Etats-Unis, publiés par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), là encore un indicateur important pour la demande d'or noir du premier pays consommateur. Le marché table sur une baisse de 4 millions de barils pour la semaine passée,

selon les analystes, et de 2 millions pour les stocks d'essence. Mardi, la fédération qui regroupe les professionnels du secteur pétrolier aux Etats-Unis, l'American Petroleum Institute (API), aux chiffres cependant jugés moins fiables, a rendu compte d'une baisse comparable de près de 4,1 millions de barils et de 1,5 million pour les stocks d'essence. Mais les analystes alertent sur une augmentation des cas de Covid-19 en raison de la propagation du variant Delta et le possible «retard» engendré vers la «reprise économique complète».

Samia Y.

Monnaies

La livre à son plus haut en trois mois

La livre britannique grimpait hier à un plus haut en trois mois face à l'euro, alors que l'inflation au Royaume-Uni, à son niveau le plus élevé depuis près de trois ans, pourrait pousser la Banque d'Angleterre à agir. La livre britannique prenait vers midi 0,23 % face au billet vert, à 1,3846 dollar pour une livre, et 0,17 % face à l'euro, à 85,10 pence pour un euro, un plus haut depuis trois mois.

L'inflation au Royaume-Uni a poursuivi

son ascension pour atteindre 2,5 % sur un an en juin, soit un sommet depuis août 2018, a annoncé, hier, le bureau britannique des statistiques «ONS».

Cela dépasse de loin les attentes du marché et met la Banque d'Angleterre (BoE) sous pression pour qu'elle durcisse sa politique monétaire, commentent des analystes. Pour les cambistes, une inflation élevée signifie en effet que les Banques centrales vont être poussées à

normaliser leur politique en relevant leurs taux directeurs, ce qui rendrait leurs monnaies plus attractives. Pour l'instant, au contraire, la BoE, comme la Banque centrale européenne (BCE) et la Fed américaine, conserve une politique très souple pour dopper la reprise d'une économie plombée par la pandémie de Covid-19. Alors que le président de la Fed, Jerome Powell, devait être entendu hier et aujourd'hui par les parlementaires américains,

les investisseurs guetteront la moindre évolution de son message sur l'inflation. Dans l'attente de cette intervention, le dollar restait stable face à l'euro (-0,07 % à 1,1784 dollar pour un euro). Aux Etats-Unis, les prix à la consommation ont enregistré leur plus forte hausse depuis 2008 le mois dernier, selon l'indice CPI. Dans le sillage de cette publication mardi, le dollar a atteint un plus haut depuis début avril face à l'euro, à 1,1772 dollar.

N. T.

Espagne

L'inflation a atteint 2,5 % en juin

La hausse des prix à la consommation en Espagne a atteint en juin 2,5 % sur un an, contre une estimation initiale de 2,4 %, selon les données officielles définitives publiées hier. Sur un mois, l'indice des prix à la consommation harmonisé

(IPCA), qui permet les comparaisons avec les autres pays de la zone euro, a progressé de 0,5 %, contre 0,4 % estimé fin juin, précise l'institut espagnol de la statistique «INE» dans un communiqué. L'INE souligne l'importante hausse des prix liés aux dépenses de logement

(+10,9 % sur un an), «provoquée par la hausse du prix de l'électricité, plus forte que celle enregistrée en juin 2020», ainsi que par la hausse des prix de l'alimentation (+1,1 % sur un an), notamment ceux des huiles, de la viande, du lait et des œufs.

Après être restée en territoire négatif durant la majeure partie de l'année 2020 en raison de l'impact économique du confinement et des restrictions sanitaires ultérieures, l'inflation a entamé son rebond en début d'année et son rythme ne cesse d'augmenter depuis en

Espagne. La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé, la semaine dernière, la révision de son objectif d'inflation, le faisant passer à 2 % à moyen terme, après avoir prôné un taux «proche mais inférieur à 2 %» pendant 18 ans.

A. O.

Covid-19

Bangladesh Suspension du confinement pendant l'Aïd al-Adha malgré un record de contaminations

Le Bangladesh va lever son confinement national face au Covid-19 pour l'Aïd al-Adha, a annoncé le gouvernement mardi, malgré un nombre record de nouvelles contaminations. Toutes les restrictions seront levées à partir de jeudi dans ce pays à majorité musulmane de 169 millions d'habitants avant l'Aïd al-Adha, qui sera célébré la semaine prochaine. La levée des restrictions devrait permettre de «normaliser les activités économiques avant les célébrations», a-t-il ajouté. Des dizaines de millions de personnes rentrent d'habitude dans leurs villages pour fêter l'Aïd al-Adha avec leurs familles.

Le Bangladesh a imposé depuis début juillet un confinement très strict pour tenter de faire baisser le nombre de décès et de contaminations. Les habitants ne sont autorisés à sortir de chez eux qu'en cas d'urgence et pour acheter des produits de première nécessité, les transports publics, magasins et bureaux étant fermés.

Mais les contaminations ont continué à augmenter, avec près de 14 000 cas de Covid-19 enregistrés lundi, un nouveau record quotidien, le Bangladesh ayant franchi le cap du million de cas. Le nombre de décès dépasse les 16 600, et les experts estiment que les chiffres réels pourraient être beaucoup plus élevés.

Le comité d'experts chargé de conseiller le gouvernement sur la gestion la pandémie s'est, lui, opposé à un assouplissement des restrictions.

«Le comité est d'avis que ce confinement strict doit être maintenu jusqu'à ce qu'une tendance à la baisse des contaminations soit observée», a déclaré Mohammad Shahidullah qui le dirige.

«Cela pourrait provoquer une catastrophe. La situation du Covid-19 était déjà alarmante», a estimé de son côté Muzaherul Huq, ancien conseiller régional de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour l'Asie du Sud-Est.

Certains craignent, en outre, que les attroupements sur les marchés et les grands rassemblements pendant la fête favorisent les contaminations.

Cette annonce intervient alors que les autorités ont relancé la campagne de vaccination dans le pays, qui s'était pratiquement arrêtée à la fin du mois d'avril avec la suspension des importations de vaccins en provenance de l'Inde voisine. Pour le moment, seulement 4,2 millions de personnes ont reçu deux doses du vaccin AstraZeneca au Bangladesh, et 1,6 million une dose.

H. Y.

Rebond de l'épidémie en Afrique, plus de 6 millions de cas recensés

Plus de six millions de cas de Covid-19 ont été officiellement recensés en Afrique depuis le début de la pandémie, actuellement en plein rebond sur le continent avec un nombre moyen record de contaminations, selon un compte à partir de bilans officiels mardi à 18h15 GMT.

Par Ali T.

6 009 854 cas ont été officiellement recensés depuis la découverte du virus en décembre 2019 en Chine dans les 54 pays et territoires de la région. Le nombre de nouveaux cas recensés est en augmentation – plus de 41 400 par jour en moyenne, +13 % sur une semaine –, un niveau encore jamais atteint sur le continent africain.

Le nombre total de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations dans le monde, les politiques de tests différant d'un pays à l'autre. En Afrique, plus qu'ailleurs, ces statistiques sont sous-estimées faute de capacités de dépistage suffisantes.

Le nombre de nouvelles contaminations est reparti à la hausse depuis la mi-mai en Afrique. La Libye est le pays où l'épidémie accélère le plus (+260 %, 1 560 nouveaux cas par jour en moyenne) actuellement dans le monde, parmi les pays ayant enregistré au moins 1 000 contaminations quotidiennes au cours de la semaine écoulée.

Elle est suivie à l'échelle du continent par le Mozambique (+77 %, 1 380 nouveaux cas par jour en moyenne) et le Maroc (+70 %, 1 190 nouveaux cas par jour en moyenne).

En nombre total de contaminations détectées, l'Afrique du Sud est le pays le plus touché (2 219 316 cas) et déplore encore 45 % des nouveaux cas dia-



gnostiqués sur le continent chaque jour.

Mais ce nombre de nouvelles contaminations quotidiennes baisse depuis quelques jours dans le pays (-6 %, 18 340 cas par jour en moyenne), qui a enregistré sa plus importante vague de coronavirus entre le 2 et 8 juillet (19 956 cas par jour en moyenne).

Après l'Afrique du Sud, la

Tunisie est le deuxième pays du continent enregistrant le plus de nouvelles contaminations (7 820 cas par jour en moyenne, +47 %). Avec une forte présence dans le pays du variant Delta, très contagieux, «la situation sanitaire est grave et tous les indicateurs sont au rouge», a alerté dans un entretien le représentant de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), qui sou-

ligne la nécessité d'apporter de l'aide et des vaccins au pays.

Au niveau mondial, la pandémie recule uniquement en Amérique latine et dans les Caraïbes (-7 % par rapport à la semaine précédente), alors qu'elle progresse de nouveau en Europe (+25 %), au Moyen-Orient (+22 %), en Asie (+17 %) et aux Etats-Unis (+97 %).

A. T.

France

Ruée sur les vaccins après les annonces de Macron

Près d'un million de Français se sont rués sur les rendez-vous pour se faire vacciner contre le Covid-19 après les annonces, lundi soir, du Président Emmanuel Macron, favorablement accueillies, et qui rendent de facto la vaccination nécessaire pour continuer à avoir une vie sociale normale.

Le record de vaccination quotidienne a, du reste, été battu mardi avec 792 339 injections

comptabilisées en fin d'après-midi, a annoncé le Premier ministre, Jean Castex.

Le site de réservation Doctolib a fait état plus tôt dans la journée de «926 000 Français qui ont pris un rendez-vous de vaccination lundi soir».

Aller au restaurant, dans un café, au cinéma ou au théâtre, prendre un train pour aller voir sa famille à l'autre bout de la France, monter dans avion : pour

tous ces gestes relativement banals, les Français devront bientôt présenter un pass sanitaire attestant qu'ils sont vaccinés ou un test négatif.

La semaine prochaine pour les lieux de culture, début août pour les restaurants et les transports.

Face à la progression du variant Delta, le gouvernement a sorti les grands moyens pour accroître la couverture vaccinale.

Dimanche, 66 % des plus de 18 ans avaient reçu au moins une dose de vaccin et 51 % étaient entièrement vaccinés.

«La vaccination n'est pas tout de suite obligatoire pour tout le monde, mais nous allons étendre au maximum le pass sanitaire pour pousser le maximum d'entre vous à aller vous faire vacciner», a déclaré lundi le président français.

Jill N.

Allemagne

Merkel exclut la vaccination obligatoire

L'Allemagne n'a pas «l'intention» de rendre la vaccination anti-Covid obligatoire, y compris des soignants, a déclaré, mardi, Angela Merkel, misant sur la «volonté» de la population et la «publicité» en faveur des vaccins.

«Je ne pense pas qu'on puisse gagner la confiance en chan-

geant ce que nous avons dit, c'est-à-dire pas de vaccination obligatoire», a déclaré la chancelière allemande lors d'une conférence de presse à l'institut de veille sanitaire Robert-Koch.

«Mais je pense que nous pouvons gagner la confiance en faisant de la publicité pour la vaccination et en laissant autant de

personnes que possible dans la population (...) devenir des ambassadeurs du vaccin à partir de leur propre expérience», a-t-elle ajouté. «Plus nous serons vaccinés, plus nous serons libres, plus nous pourrions vivre à nouveau», a martelé M^{me} Merkel. «Je peux faire de la publicité avec une

conviction profonde pour une vaccination», a-t-elle fait valoir. Interrogée sur l'obligation vaccinale qui va être imposée en France aux personnels soignants, M^{me} Merkel s'est montrée catégorique : «Nous n'avons pas l'intention de suivre la voie que la France vient de proposer».

T. B.

La prestation très applaudie par le public

Première du monodrame «Kiyass ou Labes»

■ La Première du nouveau monodrame «Kiyass ou Labes» (masseur de bain et ça va bien) a été présentée dans la soirée de lundi à Boumerdès. La prestation a attiré un nombreux public de fans du quatrième art, qui a applaudi les différentes péripéties de cette représentation dramatique.



Par Adéla S.

Produit à la salle des spectacles de l'université «Mhamed-Bouguera» de Boumerdès, ce monodrame, mis en scène par Abdelghani Chentouf et brillamment interpré-

té par Fouzi Bait, a été présenté dans le cadre des 1^{res} Journées nationales du monodrame de Boumerdès, marquées par la participation de nombreuses figures artistiques, théâtrales et cinématographiques du pays.

Cette comédie sociodramatique, mêlant l'humour et la sati-

re, met en scène la vie quotidienne, les tourments et problèmes rencontrés par El Ayachi (interprété par Faouzi Bait), masseur dans un bain maure, dans l'exercice de sa profession.

Cette représentation théâtrale, dont le texte a été écrit par Ahmed Rezzak, met en lumière

les périphéries de El Ayachi, un masseur de bain d'une ville de l'intérieur du pays, qui étale les tourments causés par sa dulcinée, à qui il veut révéler sa flamme en la demandant en mariage, mais il finit par se rétracter, car il craint de lui révéler son métier, dont il a honte.

Après moult hésitations et tergiversations, El Ayachi prend son courage à deux mains et décide de révéler son amour à sa bien-aimée, mais il est trop tard, car celle-ci s'est mariée avec un autre. Le comédien Faouzi Bait a admirablement interprété les différentes facettes du héros en butte à différents problèmes socio-psychologiques et même politiques, et aux différents personnages, de toutes les catégories sociales, fréquentant régulièrement (chaque week-end) cet espace social par excellence qu'est le bain maure. A noter que la ville de Boumerdès abrite, depuis lundi, les 1^{res} Journées nationales du monodrame, qui se poursui-

vront durant cinq jours avec la participation de nombreux artistes, comédiens, associations et critiques du 4^e art.

D'autres monodrames, des spectacles chorégraphiques et de magie, ainsi que des ateliers de formation en théâtre sont également portés au programme de cette manifestation visant la mise en lumière de nouveaux talents en herbe dans le domaine théâtral, ont indiqué les organisateurs. Cet événement artistique sera clôturé par l'organisation d'une caravane culturelle et d'une excursion à la vieille Casbah de Dellys, au profit des participants.

La manifestation, abritée simultanément par la salle de spectacles de l'université «Mhamed-Bouguera» et la maison de la culture «Rachid-Mimouni» de Boumerdès, sous le signe «la flamme des jeunes et l'impératif de la formation», est organisée par l'association «El-Chaâla» du théâtre et du cinéma, en coordination avec la Ligue de wilaya des activités culturelles et scientifiques, l'Institut national des arts dramatiques et la Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya.

A. S.

La vie du chahid Si M'hamed Bouguerra

Le projet de film reçoit son approbation

Le Comité de lecture des œuvres cinématographiques et audiovisuelles portant sur la Résistance populaire, le Mouvement national et la Révolution de Novembre, a donné son approbation pour un projet de film sur le colonel Si M'hamed Bouguerra, dont le premier tour de manivelle sera donné en septembre prochain, a indiqué le directeur du patrimoine historique et culturel au ministère des Moudjahidine et des Ayants droit, Mohamed Yahi.

Lors d'une conférence de presse, tenue au Centre national d'études et de recherche sur le Mouvement national et la Révolution du 1^{er} novembre 1954

(CNERMN54), M. Yahi a fait état du recours, pour la première fois, à un auditeur en histoire, qui sera présent lors de toutes les étapes du tournage.

Le Comité de lecture, installé en juillet 2020, avait annoncé un concours pour la sélection et le financement de projets de films traitant de la guerre de Libération et de ses héros, dans le cadre de l'entreprise de transmission du message de Novembre et de préservation de la mémoire et de l'histoire nationales, a-t-il rappelé. Soulignant que sur quatre projets reçus, un seul répondait aux critères définis, M. Yahi a précisé qu'il s'agissait plus de synopsis que de scénarios com-

plets avec dialogues, sans parler des insuffisances en matière de texte historique.

Face à la faiblesse en nombre et en qualité des projets reçus, le Comité avait décidé de lancer un nouveau concours et de renvoyer les textes à leurs auteurs pour révision d'aspects techniques et précision de questions d'ordre historique, religieux et éthique. Par ailleurs, le directeur du patrimoine historique et culturel a tenu à souligner que l'étude des projets s'est faite dans la transparence et le respect des normes et du cahier des charges.

Le Comité avait exigé, entre autres conditions, une biogra-

phie exhaustive du chahid, personnage principal, l'authenticité du texte, la chronologie des faits, la mention des références et le respect des normes techniques et professionnelles.

Le Comité de lecture des œuvres cinématographiques et audiovisuelles portant sur la Résistance populaire, le Mouvement national et la Révolution de Novembre est composé de représentants de différents secteurs, dont la Défense nationale, la Culture, les Finances, la Formation professionnelle, outre la Télévision nationale et des universitaires historiens.

M. K.

Musique

Eric Clapton ne peut plus jouer de la guitare

Le musicien virtuose a expliqué avoir souffert de fortes douleurs après la vaccination. Des douleurs qu'il n'impute pas qu'au vaccin : le guitariste souffre d'une maladie qui touche les nerfs. Eric Clapton a par ailleurs annoncé une tournée aux Etats-Unis en septembre. Un des plus célèbres guitaristes au monde «ne peut plus jouer de la guitare» après avoir été vacciné contre le Covid-19 ? Le 13 juin, une chaîne YouTube a publié une interview d'Eric Clapton, dans laquelle il explique avoir reçu deux doses d'AstraZeneca.

L'interprète de «Layla» confie avoir d'abord été réticent à la vaccination, en raison d'une «peur terrible des aiguilles» et d'un emphysème, une maladie qui atteint les poumons. Le Britannique a finalement décidé de se faire vacciner en raison de son âge - 76 ans -, des demandes de ses proches et du fait que le vaccin venait d'Oxford. Après sa seconde dose, le guitariste virtuose a souffert de fortes douleurs, notamment aux mains. Des

douleurs qu'il n'attribue pas qu'à la vaccination : le musicien souffre de «neuropathie périphérique», une maladie qui touche les nerfs et qu'il décrit comme «progressive» et «incurable». A cause de cette maladie, Eric Clapton explique ressentir «de l'engourdissement ou des picotements». Il explique qu'après la vaccination, ses douleurs ont augmenté et qu'il n'a pas pu se servir de ses mains pendant trois semaines.

D. R.

Décès L'homme de théâtre Mahfoud Belayachi n'est plus

L'homme de théâtre et de cinéma, Mahfoud Belayachi, est décédé, mardi, à l'âge de 65 ans, des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès de ses proches.

Le défunt, considéré parmi les pionniers du 4^e art, est mort, mardi, après un long combat contre la maladie, qui l'a tenu alité.

Il a été enterré cet après-midi au cimetière du 13-Mai.

Le défunt Mahfoud Belayachi était un des membres de l'emblématique troupe théâtrale «Mohamed Touri» de Blida, qui possède à son actif de nombreuses pièces théâtrales, qui ont ravi les fans du 4^e art.

Il a également participé à de nombreuses œuvres cinématographiques, aux côtés de grandes figures du cinéma algérien, dont Athmane Ariouet, avec lequel il a interprété l'un des rôles du film «El Arch El-Anmar».

Il a également représenté l'Algérie, en compagnie d'autres comédiens, dans de nombreuses manifestations internationales, dont la dernière en date fut l'année de l'Algérie en France, en 2003.

D. R.



Afrique du Sud

72 morts dans des violences et des pillages

Les violences en Afrique du Sud, nourries par un ras-le-bol général sur fond de crise économique, se sont intensifiées avec un dernier bilan, mardi soir, faisant état de 72 morts, après avoir sporadiquement commencé dans la foulée de l'incarcération de l'ex-président Jacob Zuma.

Par Mourad M.

En pays zoulou (Est), fief de l'ancien chef d'État où il est emprisonné depuis une semaine, des premiers incidents limités avaient éclaté le lendemain avec des routes bloquées et plusieurs camions incendiés.

Mais en quelques jours, 27 personnes ont trouvé la mort dans la région, selon la police. A plus de 500 km de là, les violences et les pillages frénétiques se sont répandus dans la plus grande ville du pays, Johannesburg : 45 personnes sont mortes dans la province du Gauteng.

La plupart des décès sont survenus lors de bousculades pendant des pillages de magasins et de centres commerciaux, a affirmé la police. D'autres sont aussi liés à des explosions de distributeurs automatiques de billets et à des tirs, a-t-elle précisé.

«Je ne me sens pas vraiment concerné par Zuma, c'est un vieil homme corrompu qui mérite d'être en prison. Je prends des

choses dans le magasin pour ma mère», a déclaré à l'AFP Tibello, 30 ans, au chômage, les bras chargés de chips et de bonbons près d'un centre commercial de Soweto, dévasté un peu plus tôt par les pillards.

Durement touchée par une troisième vague de Covid-19, l'Afrique du Sud, qui a atteint un chômage record à 32,6 % depuis la pandémie, a imposé de nouvelles restrictions sanitaires fin juin.

Dans ce contexte, des milliers de Sud-Africains ont fait la sourde oreille aux appels au calme des autorités et continué à affluer vers les entrepôts et les magasins, remplissant charriots et coffres de voitures.

L'Union africaine (UA) a condamné dans un communiqué «avec la plus grande fermeté la flambée de violence qui a entraîné la mort de civils et des scènes effroyables de pillage», appelant «à un rétablissement urgent de l'ordre».

Les images ont montré des foules compactes et avides se précipitant pour récupérer un téléviseur géant, une table ou

encore des conserves...

La police, en sous-nombre, a rapidement été dépassée et l'armée a été déployée, avec 2 500 soldats.

Au total, 1 234 personnes ont été arrêtées. Mais dans la soirée, des messages donnant peu à peu l'étendue des destructions continuaient à affluer.

«Cet après-midi, un de nos dépôts a été pillé et brûlé», a posté sur Facebook une des plus grandes brasseries du pays. Des images de dizaines de personnes quittant un entrepôt chargé de sacs de riz de plusieurs kilos circulaient aussi sur les réseaux sociaux.

La raffinerie South African Petroleum (Sapref) a déclaré fermer temporairement son usine, qui fournit 35 % du carburant consommé dans le pays, pour cause de «force majeure».

A Durban, ville côtière du Kwazulu-Natal sur l'Océan Indien, une femme prise au piège dans un bâtiment en feu, a été vue jetant son bébé par une fenêtre pour le sauver. Un groupe de personnes au pied de l'immeuble



R. D. R.

avec des commerces au rez-de chaussée, ont réussi à le rattraper, sain et sauf.

«Si les frustrations et la colère ont des racines politiques, aucune cause ne peut justifier ces violences», a fustigé le Président Cyril Ramaphosa.

Le ministre de la Police, Bheki Cele, s'est engagé à ce que la situation «ne se détériore pas davantage». Mais dans la journée, des images ont montré des pillards vider les chambres froides d'une boucherie de Soweto, à la barbe d'un agent de

sécurité privé impuissant. La police ne s'est présentée que trois heures plus tard.

Le parti d'opposition Democratic Alliance a annoncé une plainte contre plusieurs enfants de M. Zuma, qui ont multiplié ces derniers jours les appels à la violence.

Jacob Zuma a été condamné à 15 mois de prison ferme après avoir, à plusieurs reprises, refusé de témoigner dans le cadre d'enquêtes sur la corruption d'État pendant sa présidence (2009-2018). **M. M.**



Commentaire

Retrait

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que le retrait total et définitif des dernières troupes militaires américaines encore présentes en Afghanistan est prévu pour le 11 septembre prochain, de nombreuses voix s'élèvent parmi la population afghane pour crier leur désarroi face à ce qu'elles estiment être un abandon des États-Unis. Surtout que les talibans gagnent de plus en plus de terrain dans le pays et semblent sur le point de s'emparer une fois encore du pouvoir. Les femmes surtout sont très inquiètes de voir leurs quelques avancées leur être définitivement supprimées par le régime des terroristes islamistes. Aux États-Unis, l'ancien président américain George W. Bush critique le retrait d'Afghanistan des troupes de l'OTAN, une «erreur» dont, selon lui, vont pâtir «les femmes et les filles afghanes». «Les femmes et les filles afghanes vont subir un préjudice indescriptible. C'est une erreur», s'alarme dans un entretien au média allemand «Deutsche Welle» l'ancien président, qui avait envoyé les troupes américaines en Afghanistan à l'automne 2001, après les attaques du 11 septembre. «Elles vont juste être laissées derrière pour être massacrées par ces gens très brutaux, et cela me brise le cœur», déplore l'ancien président républicain dans cet entretien accordé à l'occasion d'une visite d'Angela Merkel à Washington. Bush dit d'ailleurs penser que la chancelière allemande «ressentait la même chose que lui». Il rend hommage à la «classe et la dignité» de Merkel, qui quittera la chancellerie à l'automne après 16 années à la tête de l'Allemagne. La chancelière rencontrera aujourd'hui, à la Maison-Blanche, le président démocrate Joe Biden. Le chef des forces américaines et de l'OTAN en Afghanistan, le général Austin Scott Miller, a passé la main lundi lors d'une cérémonie rappelant l'imminence du retrait définitif des troupes étrangères du pays, où les talibans ne cessent de gagner du terrain. Ce passage de flambeau est une des dernières étapes avant le départ définitif d'Afghanistan des troupes étrangères, censé se terminer d'ici fin août. Environ 2 500 soldats américains, et 7 000 d'autres pays – étaient présents en Afghanistan lorsqu'ils ont entamé début mai leur retrait. Ce retrait mettra fin à 20 ans d'intervention d'une coalition menée par les États-Unis et entrée en Afghanistan en octobre 2001, au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, après le refus du régime taliban de livrer le chef d'Al-Qaïda, Oussama ben Laden, à qui il donnait asile. Il intervient en pleine offensive des talibans, qui leur a permis de s'emparer de vastes portions de territoire face à une armée afghane désormais privée du crucial soutien aérien américain et qui n'a que peu résisté. Surtout que la population, qui avait ces vingt dernières années oublié les lois iniques du régime taliban, craint de devoir se soumettre une fois encore à la dictature islamique.

F. M.

Cuba

Après les manifestations, La Havane nie toute «explosion sociale»

Un homme est mort et plus d'une centaine de personnes restaient détenues mardi à Cuba, où le réseau internet mobile est coupé deux jours après des manifestations contre le gouvernement communiste qui nie une «explosion sociale» sous les critiques de Washington.

L'homme, âgé de 36 ans, est décédé alors qu'il participait à une manifestation lundi dans le quartier de La Güinera, en banlieue de La Havane, où des affrontements ont opposé manifestants et policiers. Le ministère de l'Intérieur a déclaré qu'il «regrettait ce décès». Plusieurs personnes ont été blessées.

«Le 11 juillet, il n'y a pas eu une explosion sociale à Cuba, il n'y en a pas eu en raison de la volonté de notre peuple et du soutien de notre peuple à la Révolution et à son gouvernement», a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez, en conférence de presse.

Il s'agissait de «désordres à une échelle très limitée», a-t-il assuré, «le pays est en conditions totalement normales».

Comme le Président Miguel Diaz-Canel avant lui, M. Rodríguez a accusé Washington d'être à l'origine, via sa politique de sanctions et une campagne sur internet, des manifestations inédites qui ont éclaté dimanche sur l'île dans une quarantaine de villes et villages aux cris de «Nous avons faim», «Liberté» et

«A bas la dictature».

Mardi, quelque 130 personnes étaient emprisonnées ou signalées disparues, selon une liste nominative tweetée par le mouvement contestataire San Isidro. Parmi les personnes détenues, se trouvent José Daniel Ferrer, Manuel Cuesta Morua et Berta Soler, trois des principaux dissidents du pays, ainsi que Camila Acosta, une Cubaine de 28 ans, selon le journal madrilène ABC avec lequel elle collaborait depuis six mois.

«Arrêter une journaliste d'un média espagnol, ABC, me semble inapproprié», a réagi le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, qui a appelé La Havane à respecter le droit des Cubains à «manifester librement».

Alors qu'aucun chiffre officiel d'arrestations n'a été publié, des familles ont tenté mardi d'obtenir, dans les commissariats de la capitale, des informations sur leurs proches arrêtés, a constaté l'AFP. La secrétaire d'État adjointe des États-Unis pour les Amériques, Julie Chung, a dénoncé lundi «la violence et les arrestations de manifestants cubains, ainsi que la disparition d'activistes indépendants», et demandé «leur libération immédiate».

L'Iran a accusé mardi soir Washington, son ennemi juré, de «chercher à s'ingérer dans les affaires intérieures de Cuba».

Un calme apparent régnait mardi dans la capitale, toujours

sous forte présence policière, militaire et d'agents civils. L'internet mobile, moteur des mobilisations, restait coupé.

L'observatoire spécialisé NetBlocks a signalé des perturbations à Cuba sur les principaux réseaux sociaux et plateformes comme WhatsApp et Facebook. «C'est vrai qu'on manque d'internet mobile, mais on manque aussi de médicaments», a simplement répondu Bruno Rodríguez à une question sur ce sujet. Et «je dois dire que Cuba ne va pas renoncer au droit à se défendre».

Washington a appelé au rapide rétablissement de «tous les moyens de communication, en ligne et hors ligne». «Fermer les voies d'information ne répond en rien aux besoins et aux aspirations légitimes du peuple cubain», selon le porte-parole du département d'État, Ned Price.

Les États-Unis ont indiqué cependant qu'ils ne laisseraient pas entrer les Cubains qui tenteront de fuir par la mer leur pays en crise.

«Je ne crois pas que l'on soit au bord d'une crise bilatérale, à moins que le gouvernement américain ne le veuille», a déclaré Bruno Rodríguez.

A Miami et à Washington, des Américano-Cubains se sont rassemblés pour soutenir les manifestations à Cuba. Des rassemblements de solidarité plus restreints se sont également tenus au Brésil, en Equateur et en Uruguay.

Tunisie/Pandémie

Situation sanitaire «catastrophique», appels à une mobilisation internationale

■ La situation sanitaire en Tunisie, jugée «catastrophique» par les autorités officielles, a plongé le système sanitaire dans l'«effondrement» en raison du nombre record quotidien de contaminations et de décès au Covid-19 ces dernières semaines ainsi que la détection du variant «Delta», poussant à une mobilisation internationale et l'implication de la diaspora.



Par Moncef G.

Lors d'un entretien accordé à une radio tunisienne, la porte-parole du ministère tunisien de la Santé, Nissaf Ben Alya, a déclaré jeudi que le taux des cas avait «énormément augmenté», face à un système sanitaire «malheureusement effondré», appelant à unir les efforts et éviter que la catastrophe (sanitaire) «n'empire» durant cette vague de propagation du virus, qui a atteint des niveaux inédits dans ce pays.

Le ministère tunisien de la Santé a signalé lundi 4 310 nou-

veaux cas positifs au Covid-19 et 106 décès supplémentaires dans le pays au cours des dernières 24 heures, portant ainsi à 501 923 cas confirmés et 16 494 décès liés au virus depuis l'apparition de la pandémie, en mars 2020.

Pour limiter la propagation du virus, les autorités ont ordonné le confinement de la population dans six gouvernorats où le taux de propagation du virus est particulièrement élevé, dont Tunis et sa banlieue.

Le confinement et le couvre-feu nocturne ont été prolongés jusqu'au 31 juillet dans ces gouvernorats, outre la suspension

de toutes les activités et manifestations sportives ainsi que les assemblées générales des structures sportives, et les manifestations culturelles et artistiques jusqu'au début du mois d'août prochain.

Lors d'une réunion d'urgence tenue début juillet avec des responsables militaires et sécuritaires pour examiner la situation sanitaire dans le pays, le Président tunisien, Kais Saïed, avait appelé «à réfléchir à une nouvelle vision commune pour faire face à la pandémie», estimant que la responsabilité nationale «n'est pas basée sur les calculs politiques, la compétition ou

la rivalité», mais nécessitait l'unification des efforts et des mesures devant être prises dans la période à venir.

Une mobilisation internationale et la diaspora à la rescousse

En vue de soutenir les efforts nationaux dans la lutte contre la propagation rapide du Covid-19, le gouvernement tunisien a appelé à une mobilisation internationale, impliquant aussi la diaspora installée en France pour qu'elle contribue par des dons dans le système de santé de son pays.

L'ambassade de Tunisie en France a exhorté les Tunisiens résidents en France (...) à contribuer activement au soutien des établissements de santé en Tunisie à travers des dons en nature (équipement, matériel médical et paramédical), ou sous forme pécuniaire.

A l'échelle internationale, plusieurs pays ont envoyé des dons ou promis de soutenir la Tunisie. Dans ce sillage, le président de la République, Abdelmajid Tebboune, a eu, lundi, un entretien téléphonique avec son homologue tunisien Kais Saïed, avec lequel il a évoqué la situation pandémique et les derniers développements de la situation sanitaire en Tunisie.

A cette occasion, le Président Tebboune a exprimé «la solidarité de l'Algérie, peuple, gouvernement et président, avec le peuple tunisien frère face à la pandémie de Covid-19», soulignant que l'«Algérie acheminera, mardi 13 juillet 2021, une aide de 250 000 doses de vaccins et du matériel médical de première nécessité

pour faire face à cette pandémie».

Durant la même journée, un avion militaire atterrira en Tunisie pour livrer une aide turque, composée de 50 000 doses de vaccin anti-Covid-19, et du matériel médical au profit de ce pays où 736 333 personnes ont totalement été vaccinées, au 12^e de la campagne nationale de vaccination.

Ce don, s'ajoutera à celui d'autres pays, dont la Chine qui a annoncé, mardi, un nouvel octroi «dans les plus brefs délais», de 400 000 doses de vaccins anti-Covid-19, «compte tenu de la situation épidémique actuelle en Tunisie».

Protocoles sanitaires : les policiers durcis-ent les contrôles

Quelque 230 945 contraventions ont été établies entre le 1^{er} et le 12 juillet en Tunisie, pour non-respect des mesures sanitaires prises dans le cadre de la lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus, a indiqué, mardi, le ministère de l'Intérieur.

Parmi les contraventions notifiées, 124 198 ont été dressées pour non-respect du port du masque et 37 438 pour violation du couvre-feu, précise la même source sur sa page Facebook.

Au cours de la même période, la police a procédé au retrait de 26 237 permis de conduire et 26 284 cartes grises. En outre, 16 788 procès-verbaux et amendes ont été émis pour non-respect de l'application des protocoles sanitaires.

M. G.

Libye

Les préparatifs des prochaines élections «vont bon train»

Les préparatifs des élections générales en Libye, prévues pour le 24 décembre prochain, «vont bon train» à la lumière des dernières déclarations de la Haute commission électorale libyenne (HNEC) en ce qui concerne notamment l'opération des inscriptions des électeurs, le volet logistique et la mobilisation de fonds.

L'opération de la mise à jour du fichier électoral lancée le 4 du mois en cours a connu un véritable succès, selon la HNEC. «Quelque 2,3 millions d'électeurs se sont inscrits d'ores et déjà sur la plateforme numérique réservée à cet effet», a fait savoir, dimanche, la HNEC, précisant

que «l'opération se poursuivra jusqu'au 31 du mois courant».

Selon la Commission, il y a plus de 5 millions de Libyens (âgés de plus de 18 ans) qui sont concernés par les prochaines élections parlementaires et présidentielles.

Sur le volet organisation et logistique, la Haute commission électorale a, après avoir assuré des séances techniques au profit de ses cadres à travers ses permanences dans les différentes villes libyennes, procédé récemment à la réservation et la numérotation des centres de vote dans les différentes villes du pays. Pour ce qui est de la mobilisation de fonds, la HNEC a fait savoir récemment qu'elle a

encaissé deux chèques, dont un de la part du Gouvernement d'unité nationale (50 millions de dinars libyens) et un autre de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) de 400 000 dollars.

Selon les observateurs de la scène politique libyenne, la mobilisation de fonds ne devrait pas constituer un problème à la Commission, car la disposition de la communauté internationale à accompagner les autorités libyennes sur ce volet est «forte».

Pour le président de la HNEC, Imad Al-Sayah, les préparatifs des élections ont été entamés sur la base de la tenue des élections générales à la date

prévue initialement par le Forum de dialogue politique libyen (FDPL).

«L'actualisation du fichier électoral et les autres préparatifs ont été entamés sur la base de tenir les prochaines élections à la date prévue par le FDPL», a souligné récemment M. Al-Sayah dans une déclaration aux médias.

Selon M. Al Sayah, il n'y a désormais qu'un obstacle qui empêche la tenue des élections générales à la date prévue, à savoir la non adoption d'une nouvelle base constitutionnelle. «La base constitutionnelle est le fondement de l'opération électorale», a-t-il noté récemment.

Hayet N.

Maroc

Le procès du journaliste Omar Radi se poursuit à huis clos

Le procès du journaliste et défenseur des droits humains Omar Radi, en détention préventive depuis un an, s'est poursuivi mardi à huis clos à la cour d'appel de Casablanca où il est jugé dans une double affaire de «viol» et d'«espionnage».

Le juge a justifié le huis clos «en considération de l'honneur de la plaignante», les soutiens de M. Radi ont considéré cette décision comme «une nouvelle violation des conditions pour un procès équitable», d'après un communiqué.

Le reporter au ton critique, âgé de 34 ans, est poursuivi pour «viol» et «atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat» avec «financement de l'étranger», deux affaires différentes, instruites et jugées conjointement.

K. L.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Oran/Plage des Andalouses

La pièce théâtrale «Crise de l'emploi au temps du corona» très ovationnée

LA TROUPE théâtrale d'Oran a entamé dernièrement une tournée pour la présentation de sa nouvelle pièce intitulée «Azmat Aamal Fi Zaman Corona» (crise de l'emploi au temps du corona), au niveau de la plage des Andalouses, dans la commune d'El Ançor (Oran), où elle a créé de l'animation au bord de la mer, tout en respectant le protocole sanitaire de prévention contre Covid-19, a-t-on appris hier du metteur en scène de cette production artistique.

Cette œuvre, adaptée d'un roman de l'écrivain argentin Osvaldo Dargan a été très ovationnée par les estivants, en dépit du fait qu'elle fasse partie partie du théâtre absurde qui est loin de la logique, a indiqué, à l'APS, Bouzeboudja Ghafour Mohamed, metteur en scène de cette pièce.

La pièce présente trois tableaux de plusieurs scènes abordant l'histoire d'un jeune homme marié à la recherche d'un travail au temps de corona-virus, pour trouver enfin et après

une longue haleine un emploi dans une entreprise qui offre des privilèges à ceux qui acceptent de travailler dans le domaine de la sécurité, a ajouté l'artiste Bouzeboudja, connu artistiquement sous le nom de «Houari Bora».

Dans cette nouvelle production d'une heure dix minutes, interprétée par sept comédiens, le réalisateur aborde le thème de la recherche d'un emploi à l'ère du Covid, dans un genre de mélange entre le théâtre absurde et le théâtre de rue.

Pour rappel, l'artiste Houari Bora a réalisé plusieurs autres œuvres dont deux pièces théâtrales pour enfants «Iktichaf» (découverte) avec la technique de l'ombre chinoise et «Assifa Chamsiya» (tempête solaire) en adoptant l'éclairage noir, et d'autres représentations avec la participation du comédien Sidi Mohamed Belfadel, à l'instar de «Cirque de clowns», «Mosaique» et le monodrame «Zaouadj aristokrati».

R. C.

Foot/ Liga espagnole (FC Barcelone)

Prolongement imminent de Messi

L'attaquant vedette argentin du FC Barcelone (Liga espagnole de football) Lionel Messi, devrait bientôt prolonger son contrat de cinq saisons supplémentaires, soit jusqu'en 2026, rapportent hier des médias catalans. Selon la même source, le Barça et Lionel Messi, actuellement libre, ont «enfin trouvé un accord de principe» pour une prolongation de cinq ans.

L'officialisation devrait intervenir rapidement.

Alors que Messi, qui vient de remporter avec l'Argentine la Cope America, et libre depuis le 1^{er} juillet, au terme de son dernier contrat, les médias sportifs catalans («L'Esportiu», «Sport», «Mundo Deportivo») ont été unanimes à dire hier que la star argentine et le club blaugrana ont trouvé un terrain d'entente

pour une prolongation jusqu'en juin 2026.

«L'officialisation devrait intervenir d'ici à la fin juillet, voire dès aujourd'hui ou demain», d'après certaines sources.

Messi (34 ans) aurait bien accepté de baisser son salaire de 50 %, prenant en compte les difficultés financières du FC Barcelone et les plafonds de rémunération imposés par la Liga.

Reste à savoir si Messi, actuellement en vacances, honorera ses cinq années de contrat, ou se laissera une porte de sortie vers la Major League Soccer (MLS), et rejoindre l'Inter Miami, où il a émis le souhait de terminer sa carrière, après la Coupe du monde au Qatar, fin 2022.

R. S.

Le mouton coûte cher



Loumis

Djalou@hotmail.com

Lutte contre le crime à Béjaïa

176 affaires enregistrées le mois écoulé

■ La sûreté de wilaya a traité 176 affaires criminelles et délictuelles durant le mois écoulé. Parmi les affaires enregistrées, «il y a 41 atteintes aux biens publics et privés impliquant 43 individus, dont 14 ont été écroués», a indiqué la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Par H. Cherfa

Et d'ajouter : «104 atteintes aux personnes ont également été recensées, impliquant 177 personnes, dont 23 ont été écroués». Durant la même période, il a également été recensé 21 affaires de trafic de stupéfiants, dont des psychotropes, impliquant 28 personnes dont 13 ont été mises aux arrêts, en sus de 8 affaires de cybernétique impliquant 14 personnes, dont trois ont été emprisonnées. Enfin, il ressort du même bilan «2 crimes économiques impliquant deux individus». Par ailleurs, 8 673 appels ont été enregistrés sur les numéros de secours et numéros verts par les services techniques de la sûreté de

wilaya, toujours le mois écoulé. «Plus de 458 communications concernent le signalement d'atteintes aux personnes et aux biens, 8 119 demandes d'intervention et de secours auprès des services de police», a-t-on indiqué. Il a également été enregistré 94 appels téléphoniques dont les auteurs ont signalé des accidents de la route, découvertes de cadavres et 2 appels liés aux kidnappings et disparition de mineurs. Notons aussi que les éléments de la police judiciaire de la 6^e sûreté urbaine ont procédé à l'arrestation de six personnes, appartenant à deux familles, impliquées dans une violente bagarre avec armes blanches. L'arrestation de ces derniers a eu lieu suite à une plainte déposée par une person-

ne blessée au visage et à la main, alors qu'une autre de la même famille a directement été évacuée au service des urgences et souffre de blessures au dos et au visage du fait d'une agression avec un couteau et une barre de fer dont elle a été victime. «La bagarre a eu lieu à minuit, suite à une soirée arrosée qui a mal tourné entre les membre de deux familles du même quartier», a souligné la cellule de communication de la sûreté de wilaya. D'autres blessés ont également été enregistrés parmi les deux camps. Un PV a été dressé à l'encontre des suspects pour coups et blessures avec armes blanches et ils ont été présentés devant le parquet, a souligné la même source.

H. C.

Constantine/Commune d'Ibn Ziad

Une quarantaine de cas d'intoxication alimentaire

Une quarantaine de personnes ont été victimes d'une intoxication alimentaire collective après avoir pris des repas dans un fast-food implanté dans la commune d'Ibn Ziad (nord-ouest de Constantine), a-t-on appris hier auprès de la direction locale du commerce.

Les personnes touchées ont pris des repas dans un commerce dédié à la restauration rapide avant de présenter par la suite les symptômes d'une intoxication alimentaire, a précisé à l'APS

le directeur du commerce, Rachid Hedjal.

Les personnes intoxiquées, tous âges confondus, ont été prises en charge au service des urgences médicales de la polyclinique de la même commune, relevant de la daïra de Hamma Bouziane, ont indiqué de leur côté les services de la Direction de la santé et de la population (DSP). Les victimes de cette intoxication ont quitté cet établissement de santé après avoir reçu les soins nécessaires, a affirmé la même source.

Des procédures à l'encontre du propriétaire de ce fast-food portant fermeture du commerce ont été prises par les services de la Direction du commerce, en étroite coordination avec ceux de la police, a-t-on indiqué.

Par ailleurs, des campagnes de sensibilisation et de prévention contre ce phénomène qui prend de l'ampleur, particulièrement durant la période estivale, ont été entamées depuis le début du mois de juin dernier par les services du commerce, ont indiqué les services locaux

de ce secteur. La même source a ajouté que l'initiative, qui entre dans le cadre des mesures prises par les autorités publiques, a été organisée en collaboration avec les associations de protection du consommateur et d'autres secteurs partenaires, à l'instar de la DSP.

L'opération a porté essentiellement sur la présentation de conseils sur le respect des conditions de conservation (notamment la chaîne du froid), la lutte contre l'exposition et la vente des denrées alimentaires

sur la voie publique et le respect des conditions d'hygiène, a-t-on expliqué.

L'importance de désinfecter les comptoirs et autres équipements des espaces de restauration durant cette période, éviter d'acquiescer des denrées alimentaires périssables vendues sur la voie publique et exposées en plein air, figurent également parmi les axes les plus importants de ces campagnes qui se poursuivront tout au long de cette saison, a-t-on fait savoir.

Halim N.